**Le SMIC est-il l’ennemi de l’emploi ?**

**Conférence JECO – 7 novembre 2018**

**Intervenants**

Gilbert Cette

Jérôme Gautié

Christine Erhel

Mathieu Plane <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/notes/2012/note22.pdf>

***A/ Gilbert Cette***

* Sur 36 pays de l’OCDE, 28 ont un salaire minimum national (SMN) ; l’Irlande en 2000, le Mexique en 2006, l’Allemagne en 2015.
* Le Danemark, la Finlande, ou encore la Suède n’ont pas de SMN et pourtant ce sont des pays où le dialogue national est important et les inégalités faibles. Ce sont les syndicats salariés eux-mêmes qui refusent la mise en œuvre d’un SMN. Ils préfèrent négocier au niveau des branches. ***Le SMN peut alors être vu comme le résultat d’une insuffisance du dialogue social, ou le fait que les syndicats ne sont pas capables de négocier des normes.***
* La réévaluation du SMN : Parmi les 28 pays ayant un SMN, dans 24 se sont les pouvoirs publics qui réévaluent de façon discrétionnaire le SMN (avec parfois des commissions d’experts mais pas toujours). Dans 4 pays il y a automaticité (indexation automatique + coup de pouce) (Belgique, Luxembourg, Slovénie, France) et en France il y a automaticité avec indexation supplémentaire (par rapport aux prix + une indexation par rapport à un pouvoir d’achat de référence). Ces règles, en France, entraînent une circularité entre le salaire et le SMN=> l’augmentation du SMN poussent les salaires à la hausse (via les conventions) et cette augmentation des salaires se répercute sur le SMN (par le biais de l’indexation).
* En France le SMN est l’un des plus élevé de l’OCDE mais la dispersion des salaires nets est faible par rapport à tous les pays de l’OCDE (D1/D5). En effet, comme le coût du travail est élevé les pouvoirs publics français mettent en œuvre des réductions de charges ciblées sur les bas salaires, ce qui réduit la dispersion entre les salaires nets. Ces choix de baisse de charges montrent que les gouvernements pensent que le SMN élevé est préjudiciable à l’emploi des personnes peu qualifiées, donc dans le bas de la hiérarchie des salaires.
* Le groupe d’experts sur le SMN en 2017 en France : <https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_smic_definitif_-_04_12_2017.pdf>

Dans ce rapport il est mis en avant que le SMN est inefficace pour lutter contre la pauvreté laborieuse (travailleurs pauvres). La prime d’activité (qui remplace prime emploi + RSA chapeau) est plus efficace surtout pour les familles avec enfants. Le problème est que les gens restent durablement au niveau du SMN parfois 10-15 ans, voire toute leur carrière.

* Les recommandations du groupe d’experts sur le SMIC :

- Pas de SMN pour les jeunes, l’apprentissage est plus efficace (comme en Allemagne),

- Pas de SMN régional car ce n’est pas l’endroit où l’on travaille qui explique les inégalités mais l’endroit où l’on vit. Les écarts de prix s’expliquent par des écarts de loyers

- Changer les règles de revalorisation : celles de l’automaticité, n’en garder qu’une sur les deux

- S’attaquer à la pauvreté laborieuse et travailler sur la mobilité salariale.

Constat aussi que depuis 2007 la part des salaires dans la VA progresse alors que la productivité progresse moins vite que la variation du salaire minimum.

***B/ Jérôme Gautié***

Aspects historiques du SMN.

* Introduit en France en 1950 avec la liberté de négociations salaires et prix. Le SMIG indexé que sur les prix. En 1967 SMIG + 25% et le salaire moyen x 2. Un écart qui se creuse. La politique était plutôt restrictive. 1968, revendications syndicales=> très forte augmentation du SMN=> + 35%. Cette forte augmentation a été acceptée car on pensait que les bas salaires n’avaient pas profité de la croissance. De plus en 1970 on passe au SMIC où on réforme sa revalorisation. En effet, tout le monde pense à ce moment là qu’il y a des inégalités et des problèmes de cohésion sociale, de partage des fruits de la croissance.
* Entre 1970 et 1983 le SMIC augmente parallèlement au salaire moyen
* 1998 : Réduction du temps de travail, les 35H entraînent une augmentation du salaire horaire de 11%.
* Par rapport aux USA et autres pays en comparaison :
  + Dans les années 60 le SMN en parité des pouvoirs d’achat US est supérieur au SMN français en parité des pouvoirs d’achat (3 fois plus élevé); aujourd’hui la situation est inversée.
  + Le SMN a pénalisé l’emploi par rapport aux USA d’un point de vue historique. Les fortes augmentations du SMN en France ont empêché les secteurs forts en emplois à bas salaires de se développer.
  + La part des travailleurs à bas salaires (2/3 du salaire médian) en France 6.1% ; en Allemagne 22,1% et au RU 22,1%. Part beaucoup plus faible en France. Par contre nous avons la même part de travailleurs pauvres environ 6.5%. On peut expliquer cette situation par des modèles sociaux différents. En Allemagne les travailleurs pauvres sont plus souvent dans des ménages où les deux travaillent donc ne sont pas des travailleurs pauvres. La redistribution se fait par les ménages.

***C/ Christine Erhel (CNAM)***

Le lien entre salaire et dimension de la qualité de l’emploi / compétitivité de l’emploi.

* Par rapport à l’Organisation Internationale du Travail (OIT), à la constitution française, tout travailleur a droit à une rémunération décente.
* Dans son enquête, elle montre que pour 70% des travailleurs, le plus important c’est de « gagner bien sa vie » et pour 70% l’ambiance de travail. Le salaire élevé et l’intérêt au travail reviennent en priorité. Les différences d’âge (jeunes et plus âgés) ne changent pas les choses. L’ambiance et un bon salaire sont les plus importants quel que soit l’âge.
* Les choses changent lorsqu’on prend en compte les différences de diplômes : pour les plus diplômés (Master) c’est moins important de « gagner bien sa vie » que pour les plus fragiles.
* Elle s’intéresse aussi au lien entre le SMIC et son impact sur la compétitivité. Le niveau su SMIC pénaliserait les performances des entreprises. Depuis la crise on constate une baisse des performances et un ralentissement de la productivité du travail. Elle montre que la baisse de la productivité des emplois peut s’expliquer par justement le développement des emplois de mauvaise qualité et donc des emplois à faible productivité (Contrats 0 heures au RU / Mini jobs en Allemagne). Des emplois avec des niveaux de salaires décents seraient porteurs de productivité, car les emplois seraient alors de meilleure qualité. Donc selon elle, un SMN peut favoriser le développement des emplois qualifiés et limiter le développement d’emplois de mauvaise qualité.

***D/ Mathieu Plane (OFCE)***

L’effet d’un coup de pouce du SMIC ? (analyse des effets sur l’emploi d’une hausse de 1% du SMIC)

*Analyse de 2012 avec Eric Heyer*

Il s’agit d’une évaluation macroéconomique. La hausse du SMIC a des effets positifs et négatifs, ce cumul d’effets sera-t-il finalement positif ou négatif en termes d’emplois.

*Les effets négatifs :*

* Joue sur la compétitivité des entreprises françaises
* Augmente le coût du travail (mais depuis les années 1990 baisse des charges sociales sur et autour du SMIC)

*Les effets positifs :*

* Diffusion de la hausse du SMIC sur les salaires justes au-dessus du SMIC
* Effet de demande (augmentation entraîne une augmentation de la propension marginale à consommer – vision keynésienne)

*Résultats du modèle (objectif => quantifier les effets de cette hausse de 1% sur chaque effet)*

* La hausse de 1% du SMIC ne se diffuse pas sur tous les salaires :

D1=> +1%

D2-D5=> +0.2 -0.1%

Sur l’ensemble du salaire moyen +0.1%

* En France il y a des baisses de charges sociales pour le SMIC et les salaires autour du SMIC. Ainsi lorsque le SMIC augmente il réduit les écarts de salaires autour du SMIC et crée des allègements de cotisations pour des salaires proches du SMIC. L’aspect négatif c’est que cela désincite à l’augmentation des salaires autour du SMIC pour continuer à bénéficier des allègements de charges.
* Impact du SMIC en termes d’emplois :
  + Effet revenus supplémentaires=> + 11 500 emplois
  + Effet hausse de salaires=> -26 000 emplois
  + Donc +1% = - 14 500 emplois
  + MAIS avec l’intégration de la diffusion, c’est-à-dire les baisses de charges autour du SMIC => + 12 200 emplois
  + AU TOTAL +1% SMIC= -2 300 emplois et -0.02 point de PIB de déficit public (car allègement de charges = pertes de recettes publiques)